

Libertés: vous avez dit «urgence»?

La campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits» de la LDH est en cours. L'occasion de redire ses fondements, et sa pertinence au regard des graves atteintes aux libertés dont l'actualité nous a dernièrement rendu compte.

Pierre TARTAKOWSKY, vice-président de la LDH

Récapitulons. Ou, plus modestement, tentons de le faire. Au chapitre de l'air du temps, nous avons un ministre de l'Intérieur qui s'autorise une «blague» dont le caractère xénophobe n'échappe qu'à ceux qui ont décidé de ne rien voir, rien entendre, et surtout rien dire. Nous avons une secrétaire d'Etat, africaine d'origine, dont une de ses collègues majoritaires déclare que dans tel département, moins réservé que les Hauts-de-Seine, elle fera «couleur locale»; nous avons une personnalité de la majorité, un des membres du club des joyeux obsédés de la burqa, qui décrète un droit de réserve pour les écrivains primés. Façon comme une autre de condamner les plumes à la ligne...

Tout cela respire l'outrance, et beaucoup se rassureront en rappelant que ce qui est outrancier est, par définition, négligeable. Ceux-là auront tort. L'outrance a aussi une fonction: tester la réactivité de l'opinion publique, ses capacités de résistance et, le cas échéant, ses vellétés d'adhésion.

La frénésie élyséenne pour les sondages révèle à cet égard bien plus qu'une simple volonté de savoir; au-delà des sommes astronomiques qu'elle permet de décaiser impunément, elle trahit une stratégie d'aguets. Que «l'opinion publique» se laisse aller à suivre une pente, et l'Elysée - ou l'une de

L'une des fonctions de l'outrance est de tester la réactivité de l'opinion publique, ses capacités de résistance et, le cas échéant, ses vellétés d'adhésion.

ses voix - tapera sur le clou, encore et encore. Chacun avec son style. Michèle Alliot-Marie fait dans le faux-semblant démocratique en prétendant être contre la castration physique, tout en défendant l'idée que «l'opinion publique» ne comprendrait pas qu'on n'en discute pas. Ce sommet d'hypocrisie revient à accrocher - ou plus exactement à prétendre le faire - le char de l'Etat aux desiderata populaires. On ne s'étonnera pas que la démarche disparaisse du paysage gouvernemental, s'agissant du refus de privatisation de La Poste... Dans un autre genre, Eric Besson, plus maréchalissime que jamais, bat tambour sur une identité nationale exhumée de la campagne présidentielle et appelle au débat, entre claquement de doigts et préfetures.

A chaque jour son lot de mesures...

Là, on n'est plus simplement dans l'outrance: on est dans la mise en scène des thèmes identitaires de l'extrême droite, au service d'une majorité obsédée par la rencontre entre le calendrier électoral et un bilan qui, à mi-mandat, laisse - c'est le moins qu'on puisse écrire - à désirer, qu'il s'agisse de l'emploi, des inégalités, de la couverture sociale... Au chapitre de la sécurité - on n'ose même plus dire «libertés», nous avons, pêle-mêle, le retour d'Edvige,



© JMB - PHOTOTHÈQUE ROUGE

plus antijeunes que jamais, une proposition impromptue et loufoque d'un couvre-feu pour les délinquants de moins de treize ans, un système de dénonciation à la police par Internet - gagnons du temps -, une mise en place du même système dans quelques entreprises, la multiplication de caméras de vidéosurveillance, la suppression de la Défenseure des enfants, une charge au sabre contre la Halde...

Le tout en quelques semaines. A ce rythme, où en serons-nous dans quelques mois?

Cette déprimante énumération - où l'hystérie la dispute à l'infâme - valide avec éclat le diagnostic d'«urgence pour les libertés, urgence pour les droits», que la LDH a décidé de porter en cam-



pagne. « Démocratie asphyxiée », droits des étrangers, exclusion sociale, comportement policier, surveillance généralisée: les cinq thèmes choisis constituent autant de fenêtres sur l'actualité politique et sociale de notre pays. Ils sont au cœur des préoccupations de l'opinion publique; ils ont donné et donnent encore matière à des mobilisations. La mobilisation autour du refus de la privatisation de La poste? Nous parlons d'inégalité. La lutte magnifique des travailleurs sans papiers? Le droit des étrangers. La Défenseure des enfants, la suppression du juge d'instruction, l'invite à dénonciation? Voilà bien une démocratie asphyxiée. La floraison de fichiers, les caméras de vidéosurveillance dont on veut couvrir le territoire?

La société de surveillance est annoncée. Ce ne sont certes pas les motifs à débattre qui manquent, non plus que les occasions. Avec sa campagne, la Ligue entend donner de l'ampleur et de la visibilité à ce qui demeure encore de l'ordre du potentiel; créer les conditions d'une mise en convergence de préoccupations mais aussi d'acteurs et surtout d'opinions sur l'avenir. Le nombre de thèmes, leurs contenus rendent possible cette construction d'un cadre unique sans aucunement handicaper la liberté et l'autonomie des sections, dont la plupart, pour ne pas dire toutes, pourront sans difficulté projeter leur propre agenda. L'opinion publique, les associations, les organisations syndicales, les

Ce ne sont pas les motifs à débattre qui manquent, non plus que les occasions. Avec sa campagne, la Ligue entend créer les conditions d'une mise en convergence de préoccupations mais aussi d'acteurs et surtout d'opinions sur l'avenir.

acteurs de l'économie sociale et solidaire, la représentation politique comme les citoyens ont en effet à débattre, à échanger, à refonder des perspectives démocratiques. Pour y œuvrer, la LDH entend, matériels pédagogiques à l'appui, s'adresser le plus largement à l'opinion publique.

Des propositions aux rappels de principe

Partir en campagne, c'est se fixer un objectif de conquête; peser dans les débats publics, sur les mécanismes de décision politique. D'autant que nous affichons clairement l'objectif de ne pas nous cantonner à la critique - nécessaire mais insuffisante - des pratiques du pouvoir. Notre volonté est de provoquer le débat en le nourrissant d'approches alternatives. Par là, nous entendons à la fois des propositions précises dans certains domaines et, dans d'autres, de simples rappels de principes. Car nous avons besoin des uns comme des autres. Des premières pour attester que d'autres choix sont non seulement possibles mais qu'ils recueillent d'ores et déjà un assentiment dans l'opinion publique; des seconds parce que, dans certains domaines, la Ligue est légitime à défendre une sensibilité sans toutefois disposer d'une solution toute faite. Les solutions à adopter ne relèvent pas de la technique - fiscale, éducative ou « économique ». Elles relèvent de choix politiques, c'est-à-dire de compromis sociaux qui ne peuvent être formulés qu'à la faveur de confrontations démocratiques. Aux peurs sécuritaires, à la construction d'une société où chacun surveille tout le monde, nous entendons opposer les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité. Nous avons la conviction que ces idéaux sont aussi des valeurs plus efficaces et porteuses que la répression, la peur et le repli. A nous de les mettre en débat là où nos concitoyens vivent, travaillent, scolarisent leurs enfants. N'en doutons pas: ils nous attendent. ●